

# REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

---

RIELF 2024, Vol. 9, N°1

Association Internationale  
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES  
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION  
DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

---

## Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

## Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

## Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

## Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo  
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France  
Alastaire ALINSATO, Bénin  
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban  
Camille BAULANT, France  
Matouk BELATTAF, Algérie  
Francis BISMANS, France, Belgique  
Horst BREZINSKI, Allemagne  
Abdelaziz CHERABI, Algérie  
Bernard COUPEZ, France  
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon  
Jules Roger FEUDJO, Cameroun  
Camelia FRATILA, Roumanie  
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne  
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban  
Marian GORYNIA, Pologne  
Driss GUERRAOUI, Maroc  
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie  
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique  
Nafii IBENRISSOUL, Maroc  
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France  
Laura MARCU, Roumanie  
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie  
Boniface MBIH, France  
Mbodja MOUGOUE, États-Unis  
Francisco OCARANZA, Chili  
Thierry PAIRAULT, France  
Jacques POISAT, France  
Carlos QUENAN, France  
Marek RATAJCZAK, Pologne  
Alain REDSLOB, France  
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis  
Paul ROSELE CHIM, France  
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili  
Alain SAFA, France  
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie  
Piotr STANEK, Pologne  
Abdou THIAO, Sénégal  
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun  
François VAILLANCOURT, Canada  
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

## Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne  
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Paris, Poznań 2024

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X  
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée  
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań  
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> (Krzysztof MALAGA).....	3
Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA, Braïma Luís SOARES CASSAMA <b>Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique</b> .....	9
Dramane ABDOULAYE <b>Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne</b> .....	32
Charlemagne B. IGUE, Yves ESSEHOU <b>Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d’Afrique subsaharienne</b> .....	54
Owodon AFO-LOKO <b>Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l’environnement : évidence des pays d’Afrique subsaharienne</b> .....	84
Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA, Prudence Love Angèle MOUAKASSA <b>Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale</b> .....	102
Ousmane AMADOU <b>Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l’Ouest</b> .....	128
Ousmane MARIKO, Mohamed NIARÉ <b>Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l’UEMOA</b> .....	154
Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE, Fayllonne Marina PIAME NJANPOU <b>Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?</b> .....	174
Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP, Hamadoum TAMBOURA <b>Effet de l’autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015</b> .....	192

Yaovi TOSSOU

**Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo..... 212**

Moustapha ALADJI

**L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française 232**

Małgorzata MACUDA, Stefan ZDRAVKOVIĆ

**Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la littérature ..... 252**

## AVANT-PROPOS

Le numéro 1/2024 de la RIELF, que nous avons l'honneur de présenter aux lecteurs, est composé de 12 articles rédigés par 21 auteurs issus de 11 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, France, Mali, Niger, Pologne, République du Congo, Serbie, Tchad et Togo.

**Kwami Ossadzifo WONRYA, Honoré TENAKOUA et Braïma Louis SOARES CASSAMA** en article *Commerce des services et inégalités des revenus en Afrique* analysent les effets du commerce des services sur les inégalités de revenu en Afrique. Les données de panel de 46 pays africains ont été estimées à l'aide l'estimateur des moindres carrés avec les variables muettes corrigées (Least Square Dummy Variable Corrected, LSDVC). Les résultats des estimations révèlent une relation inverse et significative entre le commerce des services et les inégalités de revenus en Afrique. Ce papier comble le gap qui existe dans la littérature économique quant à la mesure des effets du commerce des services dont l'importance n'est révélée qu'avec les négociations du cycle d'Uruguay avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en janvier 1995.

**Dramane ABDOULAYE** dans l'article *Corruption, droits de propriété et croissance économique en Afrique subsaharienne* examine la relation entre la corruption, les droits de propriété et la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le modèle utilisé dans ce travail est inspiré par Aziz et Asadullah (2016) et Walid et Kais (2019), dont la base théorique est la fonction de production Cobb-Douglas, qui comprend deux composantes majeures, à savoir le travail et le capital et d'autres facteurs institutionnels. Ainsi, l'analyse de l'interaction entre les droits de propriété, la corruption et la croissance économique est effectuée à l'aide d'un modèle VAR en panel. L'auteur montre que la corruption a un effet positif sur la croissance économique alors que la croissance économique n'a aucun effet sur la corruption. Les droits de propriété favorisent la croissance économique tandis que la croissance économique ne contribue pas à protéger les droits de propriété. La corruption a un effet négatif sur les droits de propriété tandis que les droits de propriété n'ont pas d'effet sur la corruption. L'originalité réside dans l'analyse du rôle ambigu de la corruption en lien avec les droits de la propriété, et la croissance économique à l'échelle de nombreux pays africains.

**Charlemagne B. IGUE et Yves ESSEHOU** dans l'article *Dynamique et déterminants de la productivité totale du travail dans les pays d'Afrique subsaharienne* analysent d'une part la dynamique de la productivité totale du travail mais d'autre

part, examinent les déterminants de cette dernière en Afrique subsaharienne. A partir de la méthode de décomposition totale du travail et d'un modèle VECM couvrant la période 1995–2019, les résultats indiquent que les changements structurels, ont favorablement contribué (39,54%) à la croissance de la productivité totale du travail en ASS tandis que la productivité intra sectorielle a quant à elle ralenti la croissance de cette dernière (-48,12%). L'analyse sectorielle révèle une contribution négative pour l'agriculture ; positive pour le secteur manufacturier tandis que le secteur des services apparaît avec une contribution de 55,5% pour les changements structurels contre un apport négatif de la productivité intra sectorielle (-40,9%). Par ailleurs, les résultats du modèle VECM montrent que le taux brut de scolarisation secondaire, les technologies de l'information et de la communication, la stabilité politique et le contrôle de corruption favorisent significativement la productivité totale du travail en ASS.

**Owodon AFO-LOKO** dans le papier *Investissement Direct Étranger, transition énergétique et dégradation de l'environnement : Évidence des pays d'Afrique subsaharienne* examine la relation entre les investissements directs étrangers (IDE), la transition énergétique et la pollution de l'environnement en Afrique subsaharienne sur la période 1985 à 2020. Diverses approches économétriques ont été utilisées afin d'obtenir des résultats robustes. Le test de dépendance transversale a été effectué et les résultats ont confirmé la présence d'une dépendance transversale entre les variables, ce qui a permis l'utilisation du test de racine unitaire de seconde génération. L'analyse a été réalisée à l'aide de la méthode de Driscoll et Kraay, qui permet de traiter l'endogénéité, l'autocorrélation et l'hétéroscédasticité. Les résultats montrent que l'hypothèse « pollution haven » est confirmée et que l'utilisation des énergies renouvelables qui mesure la transition énergétique diminue la pollution environnementale. Aussi l'effet couplé des investissements directs à l'étranger et les énergies renouvelables minimise la pollution de l'environnement. La densité de la population, le commerce et le produit intérieur brut augmente la pollution de l'environnement. Cet article contribue à la littérature existante sur l'analyse de la relation entre investissement direct à l'étranger et la pollution de l'environnement ou énergies renouvelables et pollution de l'environnement en portant un regard particulier sur l'effet couplé de l'investissement direct à l'étranger et l'usage des énergies renouvelables sur la qualité de l'environnement. L'auteur suggère que d'amples efforts devraient être faits afin d'augmenter le taux d'investissement direct étranger dans les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier l'attrait des technologies vertes qui peuvent aider à produire davantage d'énergies renouvelables.

**Franck Mondesir TSASSA MBOUAYILA et Prudence Love Angèle MOUKASSA** dans l'article *Politique monétaire et stabilité macroéconomique dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale* montrent que la stabilité macroéconomique est assurée par la politique monétaire dans la Zone CEMAC. Son cadre théorique s'inscrit dans la nouvelle école keynésienne. Empiriquement, le

modèle VAR structurel est utilisé sur la période 1980-2019. Les résultats montrent qu'à l'exception du Tchad, la politique monétaire a permis de stabiliser les chocs symétriques et joue un rôle essentiel dans la transmission des chocs asymétriques. La raison tient à des différentiels d'inflation persistants entre les pays membres de la CEMAC, qui ont dérégulé les fonctions contra-cycliques de la politique menée par la BEAC dans les années 1980. D'après les auteurs la politique monétaire menée par la BEAC stabilise aussi bien l'activité que les prix et les chocs asymétriques.

**Ousmane AMADOU** dans le papier *Dépenses totales de santé versus dépenses publiques de santé et résultats de santé en Afrique de l'Ouest* fait une tentative d'établir un lien entre les dépenses totales de santé par habitant, les dépenses publiques de santé et deux résultats pour la santé à savoir la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. Cette relation est examinée à l'aide des données de 15 pays de l'espace CEDEAO plus la Mauritanie entre 1995 et 2014. Des spécifications en panel ; en MCO robuste et à effets fixes ont été utilisées pour le besoin de la robustesse et la prise en compte de la spécificité pays. Les résultats montrent que les dépenses de santé ont un effet statistiquement significatif sur la mortalité infantile et la mortalité des moins de cinq ans. La magnitude des estimations d'élasticité est en accord avec celles rapportées dans la plupart des études. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, les résultats impliquent que les dépenses totales de santé (ainsi que la composante publique) contribuent certainement de manière importante à la réduction de la mortalité infantile et de la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Ces résultats ont des implications importantes pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).

**Ousmane MARIKO** et **Mohamed NIARÉ** dans l'article *Analyse macro-économétrique du chômage dans les pays de l'UEMOA* évaluent les déterminants macroéconomiques du chômage dans les pays de l'UEMOA, en mettant un accent particulier sur les chocs pluviométriques. L'utilisation des données sous régionales requiert de vérifier si les séries temporelles ne sont pas corrélées simultanément. Dans cette optique, ils ont utilisé le test de Breusch-Pagan (1980) pour détecter une possible corrélation des erreurs. Sur la base de ce résultat, ils ont respectivement utilisé le test de racine unitaire de deuxième génération de Pesaran (2007) et le test de cointégration de Westerlund (2007), qui sont robustes à l'interdépendance individuelle. Enfin, ils ont estimé l'équation de long terme du chômage à l'aide de la technique DOLS pour corriger les éventuels problèmes d'endogénéité. Les données utilisées dans la présente étude couvrent la période 1991-2020 et proviennent de différentes sources : World Development Indicators, Worldwide Governance Indicators, et Global Climate Data-Université of Delaware covering. Ils ressortent de l'analyse empirique que les chocs pluviométriques, l'ouverture commerciale et le contrôle de la corruption exacerbent le chômage, alors que la croissance du PIB contribue à le résorber. En revanche, l'inflation, les TIC et le développement financier se sont révélés non significatifs.

**Georges Bertrand TAMOKWÉ PIAPTIE** et **Fayllonne Marina PIAME NJAN-POU** dans le papier *Écart salarial femmes-hommes sur le marché du travail au Cameroun : Plafond de verre ou plancher collant ?* vérifient si les sources des inégalités salariales entre les femmes et les hommes sur le marché du travail au Cameroun résultent de l'existence d'un plafond de verre et/ou d'un plancher collant. La méthode retenue est celle des régressions quantiles complétées par la technique de décomposition quantile. Les résultats obtenus soutiennent l'existence d'un plancher collant et recusent celle d'un plafond de verre. Ils montrent que les inégalités hommes / femmes de salaires décroissent au fur et à mesure que l'on s'élève le long de la distribution des salaires. Au sommet de la distribution, l'écart salarial au détriment des femmes trouve principalement sa source dans les différences de caractéristiques individuelles observables, alors qu'au bas de la distribution, cet écart est davantage dû à des facteurs exogènes à ces caractéristiques observables. Les auteurs affirment que leur article met en évidence le fait que, sur le marché du travail au Cameroun, le niveau de discrimination au détriment des femmes est une fonction décroissante des quintiles salariaux. Ce qui est à la fois un résultat original et de prime abord paradoxal dans la mesure où on se serait attendu à ce que d'éventuelles discriminations soient plus prégnantes au niveau des emplois les mieux rémunérés. Ainsi, les femmes du Cameroun devraient viser à concourir pour des emplois hautement rémunérés dans la mesure où elles y sont moins exposées au risque de discrimination.

**Eric ALLARA NGABA, Michèle Estelle NDONOU TCHOUMDOP** et **Hamadou TAMBOURA** dans le papier *Effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad à partir de données EDS-MICS, 2014–2015* étudient l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad. Le modèle probit binaire est utilisé pour analyser l'effet de l'autonomisation dans ses différentes dimensions mais aussi globalement. Les analyses se sont basées sur des données d'enquêtes démographiques de santé et à indicateurs multiples collectées par INSEED entre 2014–2015. Les auteurs montrent que l'autonomisation de la femme affecte positivement la violence conjugale au Tchad. Une femme exprimant son désaccord face à la violence, participant au processus de prise de décision au sein du ménage, ayant l'autonomie économique et l'indépendance sociale, a 4,01% et 10,4% de chances supplémentaires de subir de violence conjugale respectivement pour un niveau d'autonomie moyen et élevé par rapport à un niveau d'autonomie faible. Il faudrait donc renforcer la sensibilisation pour que le processus d'autonomisation des femmes profite à la société Tchadienne. L'étude contribue de manière significative à la littérature à travers cette première tentative empirique de compréhension de l'effet de l'autonomisation de la femme sur la violence conjugale au Tchad en tenant compte de diverses dimensions de l'autonomisation. Elle décompose la violence conjugale en plusieurs formes et adopte l'approche des quartiles en regroupant les facteurs par dimension afin d'établir



le niveau d'autonomisation de la femme avant leurs liaisons avec les différentes formes de la violence conjugale.

**Yaovi TOSSOU** dans son article *Analyse de la décomposition des inégalités dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo* examine l'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo. En se servant de la décomposition de l'indice de concentration, de la courbe de concentration et des données de l'enquête démographique de santé de 2013 (EDST-III) au Togo, les résultats révèlent que l'âge, le niveau d'éducation, la profession de la femme et le lieu de résidence sont les déterminants de l'utilisation des services de santé maternelle. Ainsi, les groupes d'âge de 15–20 ans et de 31–49 ans contribuent faiblement aux inégalités dans les besoins de services de santé, respectivement de  $-0,024$  et de  $-0,022$  chez les femmes. D'après l'auteur ces résultats suggèrent qu'il est nécessaire d'encourager des politiques essentielles visant à améliorer le niveau d'éducation des femmes et de l'indice de richesse afin de réduire le risque d'inégalité dans l'utilisation des soins de santé maternelle au Togo.

**Moustapha ALADJI** dans son article *L'Europe en Amérique du Sud : Comprendre l'immigration en Guyane française* analyse les causes de l'immigration en Guyane, étudie les politiques publiques qui y sont liées et dévalue les moyens d'accueil et d'accompagnement des migrants. Il cherche aussi à souligner les disparités d'efficacité de ces dispositifs entre le niveau national et la réalité locale guyanaise. Il a réalisé une analyse descriptive associée à des tests statistiques, tels que le Chi-deux ( $\chi^2$ ), afin d'analyser les liens entre différentes variables économiques et sociales liées aux migrants. Grâce à cette méthode, il est possible d'analyser l'influence des mesures d'accompagnement sur l'intégration des migrants en Guyane. D'après l'auteur les résultats montrent que même si les mesures d'accompagnement mises en œuvre par l'État sont généralement efficaces à l'échelle nationale, elles ne satisfont pas pleinement aux besoins particuliers des migrants en Guyane. Les politiques nationales et les réalités locales sont en décalage, ce qui empêche l'intégration des migrants dans le tissu économique et social guyanais. Cette étude présente une vision originale des défis de l'immigration en Guyane, souvent négligés dans les analyses nationales. Il est souligné que les politiques migratoires et les dispositifs d'accueil doivent être adaptés aux particularités locales afin d'améliorer l'intégration des migrants. L'auteur suggère des idées pour améliorer la conformité des politiques publiques aux spécificités de la Guyane française.

**Małgorzata MACUDA** et **Stefan ZDRAVKOVIĆ** dans le papier *Les applications et les défis de ChatGPT en comptabilité : Une revue de la littérature* identifient les publications concernant ChatGPT dans le domaine de la comptabilité publiées depuis le lancement de ChatGPT jusqu'à présent (mai 2024) afin d'avoir une image approximative de la popularité du concept en tant que sujets d'études de recherche. Une analyse du contenu des bases de données Scopus et Web of Science Scholar a démontré un intérêt croissant parmi les chercheurs scientifiques pour IA

et ChatGPT, notamment depuis le lancement de la version ChatGPT-3.5 le 30 novembre 2022. 15 articles publiés en 2023 et 2024 relatifs à l'utilisation de ChatGPT en comptabilité ont été examinés. Une méthodologie de recherche descriptive, comprenant une revue de la littérature, a été appliquée afin d'atteindre l'objectif déclaré. Les résultats indiquent la tendance croissante parmi les académiciens quant à la recherche des possibilités de l'utilisation de ChatGPT dans l'éducation de la comptabilité et un grand intérêt parmi les praticiens lié à l'application des nouvelles technologies d'AI dans la comptabilité financière et l'audit (au sein des cabinets comptables), le reporting ESG et aussi la comptabilité de gestion. L'article contribue à la littérature croissante concernant l'utilisation de ChatGPT en comptabilité, constituant une synthèse des articles qui ont été publiés dans Scopus et Web of Sciences sur ce sujet depuis juin 2018.

*Krzysztof Malaga*

# L'EUROPE EN AMÉRIQUE DU SUD : COMPRENDRE L'IMMIGRATION EN GUYANE FRANÇAISE

## Europe in South America : Understanding immigration to French Guiana

**Moustapha ALADJI<sup>1</sup>**

Université de Guyane, Guyane

Département Sciences Juridiques et Économiques

m\_aladji@yahoo.fr

<https://orcid.org/0000-0002-4870-925X>

### Abstract

**Purpose :** This article aims to analyse the causes of immigration in French Guiana, examine related public policies, and evaluate the reception and support measures for migrants. It also seeks to highlight the disparities in the effectiveness of these measures between the national level and the local reality in French Guiana.

**Design/methodology/approach :** A descriptive analysis combined with statistical tests, such as the Chi-square ( $\chi^2$ ), was conducted to examine the relationships between various economic and social variables related to migrants. This method enables an assessment of the impact of support measures on the integration of migrants in French Guiana.

**Findings :** The results indicate that while the support measures implemented by the state are generally effective at the national level, they do not fully meet the specific needs of migrants in French Guiana. There is a misalignment between national policies and local realities, hindering the integration of migrants into the economic and social fabric of French Guiana.

**Originality/value :** This study offers a unique perspective on the challenges of immigration in French Guiana, often overlooked in national analyses. It underscores the necessity of adapting immigration policies and reception measures to local specificities to improve migrant integration. The article thus suggests ideas to enhance the alignment of public policies with the particularities of French Guiana.

**Keywords :** immigration, French Guiana, public policy, social integration, economic analysis, reception mechanisms.

---

<sup>1</sup> Campus De Troubiran 2091, route Baduel 97300 Cayenne, Guyane.

## Résumé

**Objectif :** Cet article a pour but d'analyser les causes de l'immigration en Guyane, d'étudier les politiques publiques qui y sont liées et d'évaluer les moyens d'accueil et d'accompagnement des migrants. Il cherche aussi à souligner les disparités d'efficacité de ces dispositifs entre le niveau national et la réalité locale guyanaise.

**Conception/méthodologie/approche :** On a réalisé une analyse descriptive associée à des tests statistiques, tels que le Chi-deux ( $\chi^2$ ), afin d'analyser les liens entre différentes variables économiques et sociales liées aux migrants. Grâce à cette méthode, il est possible d'analyser l'influence des mesures d'accompagnement sur l'intégration des migrants en Guyane.

**Résultats :** Les résultats montrent que, même si les mesures d'accompagnement mises en œuvre par l'État sont généralement efficaces à l'échelle nationale, elles ne satisfont pas pleinement aux besoins particuliers des migrants en Guyane. Les politiques nationales et les réalités locales sont en décalage, ce qui empêche l'intégration des migrants dans le tissu économique et social guyanais.

**Originalité/valeur :** Cette étude présente une vision originale des défis de l'immigration en Guyane, souvent négligés dans les analyses nationales. Il est souligné que les politiques migratoires et les dispositifs d'accueil doivent être adaptés aux particularités locales afin d'améliorer l'intégration des migrants. L'article suggère donc des idées pour améliorer la conformité des politiques publiques aux spécificités de la Guyane française.

**Mots-clés :** immigration, Guyane française, politiques publiques, intégration sociale, analyse économique, dispositifs d'accueil.

**JEL classification :** F22, J15, J61, R23.

## Introduction

Le développement démographique et socio-économique de la Guyane, territoire français d'outre-mer et région ultrapériphérique de l'Europe en Amérique du Sud, est largement influencé par l'immigration. Toutefois, elle représente également des défis importants, en particulier en exerçant une forte pression sur les services publics essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, comme le souligne Anne Jolivet (2014). Selon Moomou (2013), cette dynamique fait partie d'une histoire riche qui débute au XVII<sup>e</sup> siècle avec l'arrivée des colons français et des esclaves africains, et qui s'intensifie au XIX<sup>e</sup> siècle avec l'immigration de travailleurs indiens dans les plantations de canne à sucre.

En raison de ses nombreuses vagues migratoires, la Guyane est devenue un centre culturel. Elle a été le refuge des immigrants qui fuient les instabilités politiques dans les pays voisins comme Haïti, le Suriname et le Guyana jusqu'aux années 1980. De nos jours, elle est considérée comme un pays prospère, attirant une immigration motivée par des raisons économiques et familiales. Les mouvements migratoires sont facilités par sa géographie spécifique, qui est caractérisée par des frontières naturelles comme des fleuves et des forêts denses. Malgré la variation

de la proportion d'immigrés, qui s'élève à 30% de la population totale en 2020 selon le recensement de population de l'INSEE, la composition démographique de ces immigrés a également évolué, avec une augmentation significative de la proportion de femmes.

Toutefois, cette immigration a posé des problèmes, tels qu'un accès restreint aux infrastructures de base pour 15% à 20% de la population, selon une étude de l'INSEE & DEAL (2014). En outre, la densité démographique du littoral guyanais entraîne de graves difficultés de logement, avec 30% des foyers vivant dans des conditions de surpeuplement. Une réflexion critique sur l'efficacité des politiques d'accueil et d'intégration des immigrés est nécessaire dans cette situation complexe, notamment en ce qui concerne leur influence sur la précarité.

L'objectif de cet article est donc d'évaluer l'efficacité des politiques d'immigration en Guyane et leur impact sur l'intégration économique et sociale des immigrés. Afin d'accomplir cela, il se base sur des informations provenant des recensements de 2006, 2013, 2018 et 2020, en examinant la qualification, la population et le niveau de vie des immigrés. L'article est structuré en trois sections : un aperçu historique du peuplement de la Guyane, une analyse économique de l'immigration et une méthodologie empirique avec les tests d'indépendance du chi-deux ( $\chi^2$ ).

Nous abordons dans la première partie de notre étude l'histoire du peuplement en Guyane, qui constitue un cadre indispensable pour comprendre les enjeux actuels de l'immigration. Cette partie, en étudiant les origines des migrations, depuis les premiers colons et esclaves africains jusqu'aux immigrants récents, souligne l'influence historique de l'immigration sur la structure socio-économique et culturelle de la Guyane. La compréhension des défis contemporains liés à l'accueil et à l'intégration des migrants en Guyane repose sur cette analyse historique.

## 1. Histoire du peuplement

L'histoire de peuplement de ce territoire est marquée par de nombreuses vagues migratoires. D'après Hidair (2008) et Bechet (2012), le terme « Guyane » est étymologiquement lié à un concept de terre inconnue ou sacrée. Selon Mam Lam Fouck (2015), les premiers habitants, les Amérindiens, ont établi leur présence il y a environ 2000 ans, représentant une diversité ethnique. L'arrivée des colons français en 1604 bouleverse son histoire et marque le début des migrations organisées et spontanées.

La migration d'esclaves africains, devenus par la suite les « Noirs Marrons », joue un rôle essentiel dans la formation de la population de la Guyane. Selon Aladji (2023), le début du XIXe siècle est caractérisé par une importante immigration

de Chinois, attirés par les opportunités économiques. L'or découvert en 1873 permet à une plus grande variété de migrants, parmi lesquels des Saint-Luciens, des Dominicains, des Brésiliens et des Surinamais. Cette dynamique se poursuit dans la seconde moitié du XXe siècle avec l'arrivée des Indonésiens en 1952, puis l'installation des Hmongs qui fuient la guerre d'Indochine en 1974.

Cette période est aussi caractérisée par l'exode des Surinamais pendant la guerre civile de 1986 et par de grandes vagues migratoires haïtiennes, encouragées par la dictature de Duvalier dès les années 1950, avec un pic dans les années 1960 et 1970. Avec son héritage complexe et varié, la Guyane se démarque grâce à son tissu culturel et démographique riche. Elle témoigne des évolutions historiques mondiales et des particularités régionales, créant ainsi un trésor de cultures singulières. L'importance des influences géopolitiques dans la formation de la société guyanaise actuelle est mise en évidence par ce contexte historique.

### 1.1. Enjeux de l'immigration en Guyane

La Guyane présente une dynamique démographique et économique unique. La superficie de 83 534 km<sup>2</sup> de ce territoire est la plus grande des départements français, mais sa densité demeure faible, avec près de 300 000 habitants en 2023, ce qui équivaut à 3,4 habitants par km<sup>2</sup>. Son emplacement stratégique, limitrophe du Suriname et du Brésil, ainsi que sa biodiversité remarquable lui confèrent un potentiel économique et un attrait importants. Les ressources naturelles, qui restent principalement inconnues, offrent des opportunités de développement économique à venir, soutenues par un taux de croissance du PIB de 3,9% par habitant.

Le taux de croissance annuel moyen de 2,1% a été observé au cours des cinq dernières années en Guyane, principalement grâce au solde naturel depuis 2011. La Guyane est une région française où le taux de natalité est élevé, avec 26,4 naissances pour mille habitants, derrière Mayotte. Cette situation est très différente des données de la France métropolitaine, de la Martinique et de la Guadeloupe. La moyenne métropolitaine d'âge moyen des mères à la naissance est de 28,3 ans.

Son statut de département français est un des éléments essentiels de son attrait, car il offre une gouvernance démocratique stable et un système de protection sociale avantageux. De nombreux immigrants sont attirés par ces avantages, tels que l'accès à des soins de santé de qualité et à une éducation à prix abordable, en particulier par rapport à des pays voisins tels que le Brésil ou le Suriname. Toutefois, la Guyane est confrontée à des difficultés importantes. Les enjeux majeurs pour le développement futur de ce territoire riche en potentiel sont la précarité, qui affecte à la fois les populations natives et les immigrants, la faiblesse des infrastructures de base, un taux de chômage élevé et le manque de services adaptés aux besoins spécifiques de ses habitants.

## 1.2. Dynamique de la politique migratoire : Focus sur le droit d'asile

La Déclaration universelle des Droits de l'homme, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention de Genève de 1951 sont des piliers du droit d'asile international. Sabel (2012) souligne que la Convention de 1951 est l'un des traités de droits de l'homme les plus efficaces de l'ONU, mais il est souvent perçu comme non contraignant. Cette perception peut limiter l'application pratique de ces cadres, particulièrement dans des contextes spécifiques comme celui de la Guyane, où les réalités locales et les pressions géopolitiques complexifient la situation.

En Guyane, la demande d'asile représente une part significative de l'immigration, en parallèle avec l'immigration illégale. Le faible taux d'acceptation des demandes (2,3% en 2015) souligne les difficultés d'accès au statut de réfugié malgré les droits garantis par les conventions internationales. Freedman (2009) met en évidence les actions collectives de résistance des demandeurs d'asile déboutés, illustrant les tensions entre les politiques d'immigration et les droits des individus.

Les droits sociaux spécifiques et l'accès à l'emploi pour les demandeurs d'asile sont des éléments positifs mais insuffisants. L'importance de la protection juridique des migrants, soulignant que des droits formels doivent être accompagnés de mesures pratiques efficaces pour garantir leur application Aladji (2022). En Guyane, l'accès restreint à l'emploi reste un obstacle majeur à l'intégration économique des demandeurs d'asile. La hausse des demandes d'asile en 2016, principalement de la part de la communauté haïtienne, met en lumière l'impact des crises géopolitiques sur les flux migratoires.

La diversification des pays d'origine des demandeurs d'asile, avec une augmentation notable des demandes syriennes, nécessite des réponses adaptées et flexibles. Cholewinski (2005) discute de la nécessité de protections juridiques individuelles efficaces, cruciales dans des contextes de crises multiples. En 2022, les départements français d'Amérique, dont la Guyane avec 75,4% des demandes d'asile, et Saint-Martin ont représenté 51% de la demande d'asile outre-mer, maintenant une proportion stable. Bien que la majorité des demandeurs soient de nationalité haïtienne, une diversification des pays d'origine est observée, notamment en Guyane où les demandes syriennes avoisinent les 30%. Face à ces réalités, la gestion de l'asile en Guyane implique des défis notables en matière de droits humains, de géopolitique et de nécessités humanitaires, nécessitant une réflexion continue pour une protection adéquate des demandeurs d'asile dans ce contexte particulier.

L'intégration réussie de la communauté Hmong en Guyane, considérée comme un modèle économique, soulève une réflexion profonde sur les politiques d'immigration et d'asile. Cette histoire de succès met en évidence l'importance d'une approche adaptée et soutenue, permettant non seulement la protection des droits humains mais également l'exploitation des potentiels économiques des migrants.

Elle invite à reconsidérer les stratégies d'accueil et d'intégration, soulignant le rôle crucial de l'accompagnement à l'intégration des migrants. Cette réussite souligne l'importance d'approches soutenues et adaptées pour l'accueil et l'intégration des migrants. Chetail et Ruiz (2014) notent que des politiques d'immigration bien conçues peuvent transformer les défis en opportunités économiques et sociales.

### **1.3. Impact économique de l'immigration des Hmong**

L'histoire de l'immigration des Hmong en Guyane, comme présentée par Mam Lam Fouck (2002), Verhaegen-Gatine (2001), et Salaün (1999), souligne une dynamique migratoire résultant de conflits géopolitiques en Asie du Sud-Est. L'exode des Hmong, forcé par la victoire communiste en 1975, montre une situation typique de réfugiés politiques. L'accueil des Hmong en Guyane s'inscrit dans le cadre plus large des politiques post-coloniales françaises visant à développer les territoires d'outre-mer. Cependant, ces politiques, bien que bien intentionnées, ont souvent été marquées par des défis significatifs, tels que des résistances locales et des résultats économiques mitigés (Piantoni, 2009).

La réinstallation des Hmong en Guyane, facilitée par le Plan vert de 1975, visait à stimuler l'agriculture locale par l'accueil de 30 000 immigrants. Si le projet était ambitieux, ses résultats ont été variés. L'analyse de Piantoni (2009) souligne les difficultés pratiques, notamment la résistance locale et les résultats économiques inégaux. La contribution des Hmong à l'agriculture guyanaise est indéniable, comme le note Salaün (1999), mais cette réussite doit être contextualisée dans un cadre où les attentes initiales étaient peut-être trop élevées et mal calibrées par rapport aux réalités locales Verhaegen-Gatine (2001).

La résilience et l'adaptabilité des Hmong sont des aspects positifs souvent mis en avant. Leur expertise en polyculture et élevage a permis de redynamiser des zones rurales en Guyane et de répondre aux besoins locaux (Salaün, 1999). Cependant, une analyse critique devrait également examiner les défis qu'ils ont rencontrés, notamment les éventuelles discriminations, les difficultés d'accès aux ressources et les barrières culturelles. L'intégration économique ne signifie pas nécessairement une intégration sociale complète, et les tensions peuvent persister malgré les contributions économiques positives.

Les recommandations de stratégies ciblées, telles que la formation, le transfert de connaissances, et l'amélioration des infrastructures, sont nécessaires pour maximiser le potentiel des immigrés. Cependant, il faut reconnaître que la mise en œuvre de telles stratégies nécessite une volonté politique forte, des ressources suffisantes et une coordination efficace entre différents acteurs (Piantoni, 2009). Les politiques migratoires doivent être flexibles et adaptatives pour répondre aux besoins changeants des populations immigrées et locales.



L'immigration des Hmong en Guyane démontre bien comment la diversité culturelle peut enrichir le tissu social et stimuler le développement économique. Toutefois, une analyse critique doit également prendre en compte les défis liés à la diversité, tels que la gestion des différences culturelles et les risques de fragmentation sociale Castles (2004). La contribution positive des groupes ethniques au développement économique ne doit pas masquer les tensions et les défis que cela peut engendrer.

La gestion de l'immigration des Hmong en Guyane offre un exemple de la manière dont une politique migratoire bien pensée peut apporter des bénéfices économiques et sociaux. Néanmoins, il est nécessaire d'évaluer de manière critique la planification et la mise en œuvre de ces politiques. Les succès relatés doivent être mis en perspective avec les difficultés rencontrées et les leçons apprises pour mieux gérer les migrations futures (De Haas, 2010).

## 2. Contexte démographique et répartition géographique des flux

Entre 2013 et 2020, la Guyane a enregistré une augmentation significative de sa population immigrée, passant de 71 334 à 88 095 individus (INSEE, 2020). Cette croissance de 17% sur sept ans montre l'importance de l'immigration dans le dynamisme démographique du territoire, avec près de 30% de la population totale étant d'origine immigrée. Toutefois, cette population est répartie de manière inégale, reflétant des disparités socio-économiques et géographiques importantes (figure 1).

La Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) se distingue par une concentration élevée d'immigrés (43% de la population), due à son attractivité

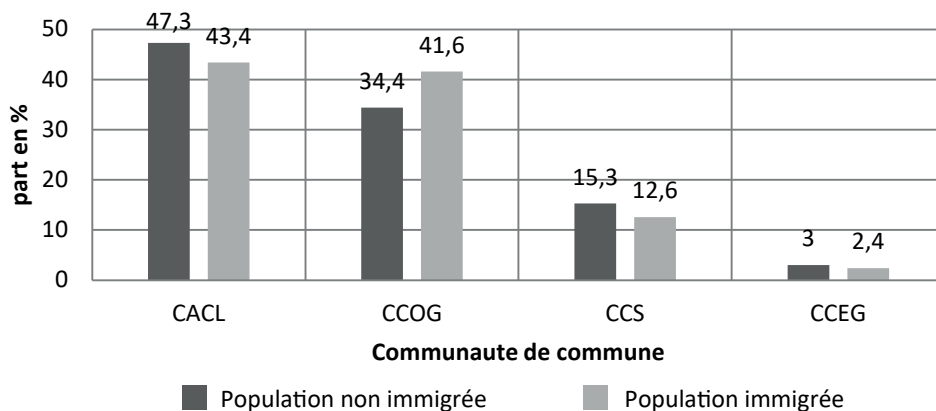


Figure 1. Forte disparité territoriale de la population immigrée

Source : (INSEE, 2013).

économique et à la présence d'infrastructures facilitant l'accueil des nouveaux arrivants. En revanche, la Communauté de Communes des Savanes présente une proportion d'immigrés beaucoup plus faible (13%), probablement en raison de ses opportunités économiques limitées et de sa moindre accessibilité.

Au niveau des dynamiques du marché du travail, l'analyse des conditions d'emploi des immigrés en Guyane révèle des changements significatifs selon leur date d'arrivée (figure 2). Les immigrés arrivés avant 2000 ont bénéficié d'un marché de l'emploi plus ouvert, avec un accès plus facile aux contrats à durée indéterminée (CDI). En revanche, les arrivants plus récents (2010–2015) ont fait face à un marché du travail plus compétitif, marqué par une diminution notable de l'emploi : seulement 12% d'entre eux occupaient un emploi contre 34% pour les arrivants d'avant 2000. Cette tendance souligne les défis croissants d'intégration professionnelle pour les nouveaux immigrants.

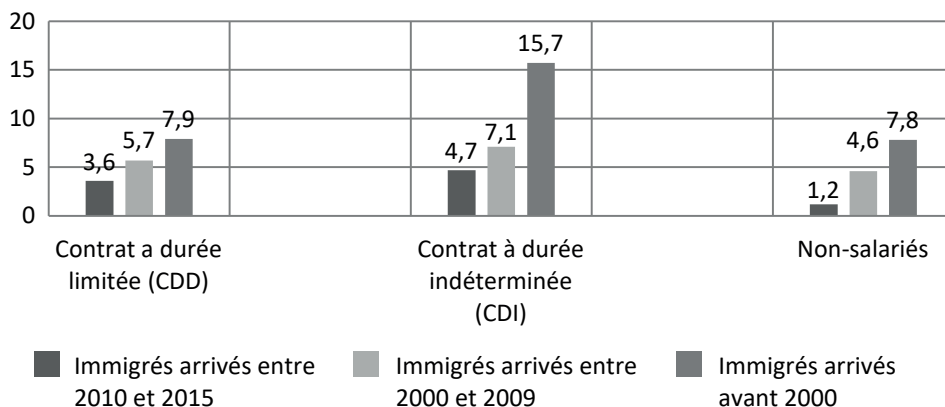
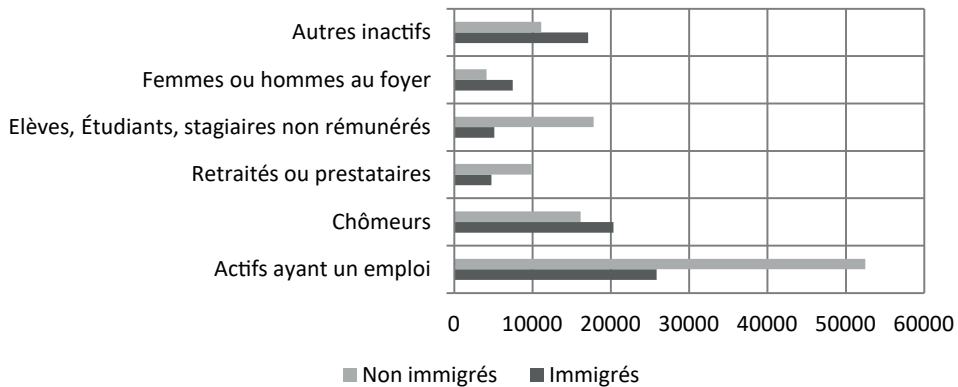


Figure 2. Condition d'emploi des immigrés en Guyane

Source : (INSEE, 2013).

Le taux de chômage élevé (autour de 26%) montre que les risques de chômage ne sont pas significativement influencés par la date d'arrivée, indiquant un problème structurel persistant (figure 3). Par ailleurs, le nombre croissant d'étudiants immigrés reflète un changement démographique, mais aussi peut-être une stratégie d'adaptation face à un marché du travail restreint.

Avec un défis d'intégration socio-professionnelle, les données montrent que les immigrés se heurtent à des taux de chômage élevés et à un niveau d'inactivité supérieur par rapport aux non-immigrés. Les défis incluent une présence accrue dans la catégorie des personnes au foyer et des inactifs, surtout parmi les arrivants récents. Cette situation souligne la nécessité de politiques adaptées pour améliorer l'accès à l'emploi et l'intégration socio-professionnelle des immigrés.



**Figure 3. Part des immigrés et non immigrée en Guyane selon l'INSEE (2020)**

Source : (INSEE, 2020).

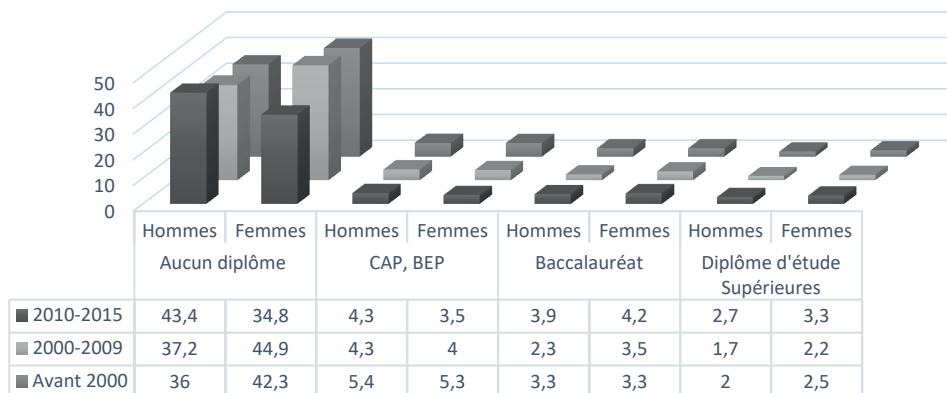
L'immigration en Guyane présente des défis et des opportunités significatives. La croissance de la population immigrée a contribué au dynamisme démographique, mais elle a également mis en lumière des disparités territoriales et des défis d'intégration socio-économique. Pour maximiser les avantages de cette immigration, des politiques bien conçues et adaptatives sont nécessaires, prenant en compte les spécificités locales et les réalités du marché du travail. Une approche intégrée et différenciée permettra de favoriser une intégration harmonieuse et durable.

### 2.1. Un niveau de qualification peu élevé

L'intégration professionnelle des immigrés en Guyane se heurte à plusieurs obstacles, notamment la non-reconnaissance des diplômes étrangers et l'inadéquation des expériences professionnelles avec les exigences du marché du travail local (figure 4). Cette situation est aggravée par un écart notable entre les compétences des immigrés et les offres d'emploi disponibles. En outre, une majorité significative des immigrés, environ trois sur cinq, ne détient aucun diplôme, ce qui pose des questions sur l'origine et les motivations des flux migratoires.

L'évolution des niveaux d'éducation entre les sexes chez les immigrés montre un renversement de tendance remarquable. Autrefois, les femmes immigrées étaient moins diplômées que les hommes. Cependant, cette dynamique a changé, surtout parmi ceux arrivés entre 2010 et 2015, période durant laquelle le taux de non-diplômés est désormais plus élevé chez les hommes. Cette inversion pourrait indiquer des modifications dans les raisons de l'immigration.

L'augmentation du nombre d'immigrés diplômés, particulièrement parmi les plus récents, accentue la nécessité d'élaborer des stratégies d'intégration efficaces.



**Figure 4. Population immigrée selon les diplômes et par sexe**

Source : (INSEE, 2013).

Cela inclut la reconnaissance des qualifications et l'amélioration des opportunités de formation, essentielles pour aligner les compétences des immigrés sur les besoins du marché du travail en Guyane. Ces ajustements sont cruciaux pour répondre de manière adéquate aux besoins éducatifs et professionnels des immigrés, en écho aux défis révélés par l'analyse précédente sur l'évolution du marché du travail et l'accès réduit aux emplois stables pour les nouveaux arrivants.

Les configurations familiales et les conditions de logement révèlent également des divergences notables entre immigrés et non-immigrés. Un pourcentage important des immigrés (23,8%) réside dans des familles monoparentales, un taux inférieur à celui observé chez les non-immigrés (32,3%). De plus, une moindre proportion de familles immigrées (41%) se compose de couples avec enfants par rapport aux non-immigrés (47%), ce qui pourrait refléter l'influence des conditions migratoires sur la structure familiale.

Les immigrés sont nettement plus exposés à des conditions de vie précaires. Ils sont 3,5 fois plus susceptibles de résider dans des logements de fortune que les non-immigrés, avec 8950 immigrés affectés contre seulement 2600 non-immigrés. Parmi ces habitations précaires, 71% des immigrés vivent en cohabitation avec d'autres individus sans constituer une famille unie, à l'opposé des non-immigrés où 36% forment une famille monoparentale dirigée par une femme et 37% vivent en couple avec enfants. Ces observations soulignent les écarts significatifs dans les conditions de vie et les arrangements familiaux des immigrés en Guyane, mettant en évidence la nécessité d'actions ciblées pour améliorer leur intégration et leur qualité de vie, en lien avec les défis d'emploi et d'intégration professionnelle discutés précédemment.

### 3. Revue économique sur l'immigration

L'immigration est un phénomène complexe qui suscite de nombreuses recherches, notamment sur l'impact économique des migrations sur le marché de l'emploi. Les approches employées pour étudier l'intégration économique des immigrants ont évolué, ce qui a donné lieu à des perspectives variées et approfondies. Selon Defreitas (1988), les politiques migratoires ont un impact sur les travailleurs américains, ce qui montre que le manque de soutien accroît les disparités salariales. Selon Rajzman et Semyonov (1995), les nouveaux immigrants en Israël sont confrontés à des difficultés d'intégration au marché du travail et des coûts professionnels, mettant en évidence l'importance du soutien initial. Dans leur étude de 1995, Green et Green examinent l'efficacité du système de points au Canada, démontrant que la réunification familiale et la prise en compte du pays d'origine sont cruciales pour contrôler l'immigration et améliorer le marché du travail au Canada. Selon Blos et ses collègues (1997), les politiques migratoires de la Suède et de la Suisse sont comparées, et il est conclu que les politiques d'intégration proactive sont plus performantes.

Dernièrement, Kalter et Kogan (2014) démontrent que les réseaux de migrants peuvent être à la fois un outil d'aide et un piège pour l'intégration sur le marché du travail. Selon Thum (2014), les éléments psychologiques, comme le sentiment de maîtrise, ont un impact sur l'intégration professionnelle des immigrants allemands et de leurs enfants. Selon Adsera et Ferrer (2016), même si les immigrants canadiens sont jeunes et maîtrisent les langues, ils ne présentent pas de grandes différences en matière d'éducation ou de revenus par rapport aux immigrants américains. Selon les travaux de recherches, l'absence de soutien à l'arrivée des immigrants pose des difficultés importantes pour leur intégration professionnelle. Les dimensions qualitatives, comme le niveau d'éducation et les compétences, jouent un rôle essentiel dans la compréhension de la situation des immigrants.

Pour intégrer les immigrants en Guyane, comme ailleurs, il est essentiel d'adopter une approche globale qui combine la reconnaissance des compétences, le soutien éducatif et professionnel, ainsi que l'amélioration des conditions de vie. Il est crucial de mettre en place des politiques publiques efficaces qui prennent en considération les particularités des territoires d'accueil afin de faciliter leur intégration professionnelle et d'améliorer leur qualité de vie.

#### 3.1. Méthodologie empirique : Analyses descriptives et estimations

Cette étude vise principalement à étudier la situation économique des migrants en Guyane, en mettant l'accent sur leur situation sociale. Afin d'accomplir cela,

nous avons réalisé une étude sur le terrain, recueillant des informations auprès d'un échantillon de 1000 foyers immigrés. Ces foyers ont été choisis selon des critères spécifiques : âge, séjour en Guyane de plus de six mois, genre, situation professionnelle, accès aux droits, situation de logement, situation administrative et niveau de revenu.

Les communes de Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly, Saint-Georges et Saint-Laurent du Maroni sont sélectionnées en raison de leur diversité démographique. Il est crucial d'avoir une vision globale des données préliminaires, et cela sera réalisé en utilisant des histogrammes, des courbes de distribution et des tableaux qui illustrent la répartition en fonction de l'âge, du sexe et d'autres variables pertinentes.

Le test du Chi-deux ( $\chi^2$ ) a été employé pour l'analyse statistique afin d'évaluer si deux variables sont indépendantes ou liées. Le test du Chi-deux se résume à la formule suivante :  $\chi^2 = \sum[(O - E)^2/E]$ , où « O » correspond aux observations réelles et « E » aux observations attendues en fonction de l'hypothèse d'indépendance. Grâce à cette analyse, nous pourrions évaluer si des facteurs tels que la situation professionnelle et la durée de résidence, ainsi que la situation administrative et l'accès aux droits, sont liés les uns aux autres.

L'objectif de cet article est de mettre en lumière de façon objective les difficultés auxquelles font face les immigrants en Guyane. Les conclusions obtenues ont pour objectif d'informer les responsables et le public, en établissant des fondations solides pour des initiatives visant à améliorer la situation sociale de cette population. Une fois l'analyse terminée, des recommandations précises seront émises, suggérant des mesures spécifiques visant à améliorer la situation des immigrants résidant sur ce territoire.

### 3.2. Analyses descriptives des données observées

Une proportion significative des individus de notre échantillon effectue des dépenses mensuelles comprises entre 100 et 200 euros (33,50%), tandis que 22% des participants déclarent des dépenses mensuelles situées entre 200 et 300 euros pour la consommation et le loyer (figure 5). Ces données mettent en évidence leur situation de précarité financière.

On constate sur la figure 6 59,52% des aides de la CAF ont été perçues par les hommes et 61,43% des personnes sont aidées par leur amis. 35% des personnes de notre échantillon vivent des revenus autres (travail informel, petit-job etc.).

La figure 7 présente une analyse des types de logements occupés par deux groupes distincts en Guyane, probablement des immigrés et des non-immigrés, mettant en lumière des différences significatives dans leurs conditions de logement. Le premier groupe (la population immigrée) montre une répartition où 36,94%

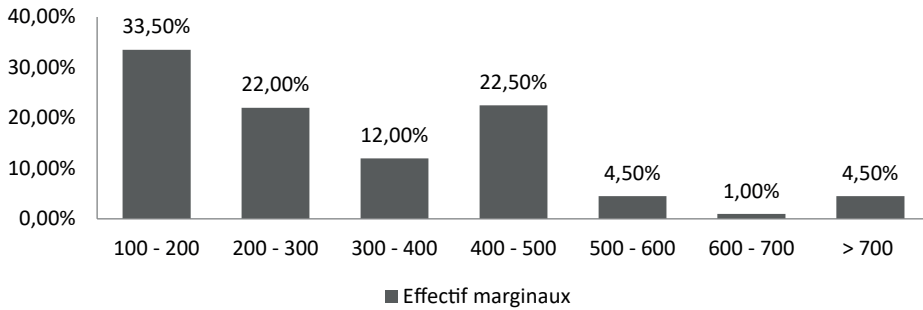


Figure 5. Dépenses mensuelles effectuées par la population immigrée

Source : (Aladji, 2022).

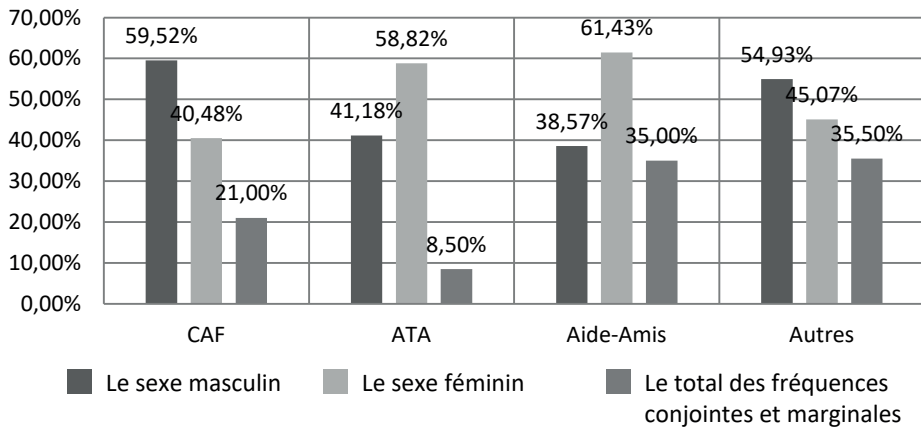


Figure 6. Les types de revenu des immigrés

Source : (Aladji, 2022).

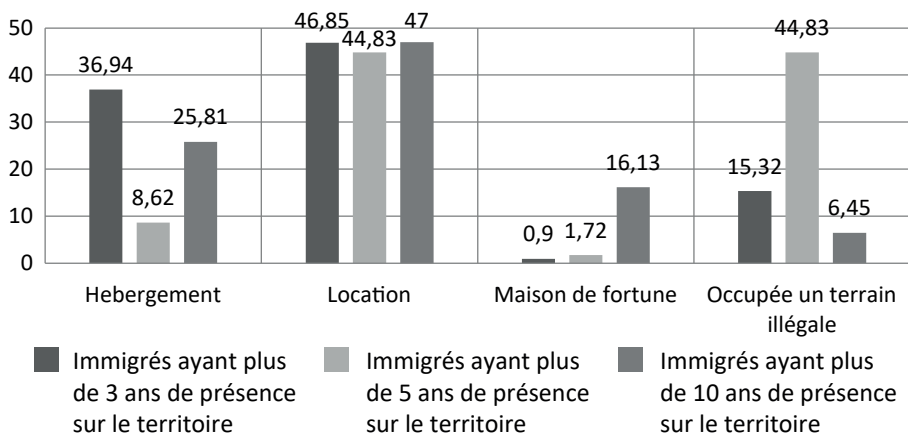


Figure 7. Conditions au logement des immigrés

Source : (Aladji, 2022).

des immigrées résident en hébergement temporaire, 46,85% sont locataires, 0,9% vivent dans des maisons de fortune et 15,32% occupent illégalement des terrains. En contraste, le deuxième groupe (la population non immigrée) se caractérise par 8,62% des non immigrée résidant en hébergement temporaire, 44,83% sont locataires, 1,72% vivent dans des maisons de fortune et 44,83% occupent illégalement des terrains. Ces données révèlent que le premier groupe est majoritairement locataire ou en hébergement temporaire, avec un faible pourcentage vivant dans des conditions extrêmement précaires comme les maisons de fortune. En revanche, la population immigrée se distingue par une forte proportion d'occupations illégales de terrains et une plus grande présence dans des logements précaires, bien que la location reste aussi prédominante.

### 3.3. Analyse décisionnelle des variables observées et test de Chi-deux

Les méthodes rigoureuses de l'analyse statistique jouent un rôle essentiel dans la clarification des tendances et des relations présentes dans les données. Comme mentionné précédemment, le test du Chi-carré ( $\chi^2$ ) est particulièrement bénéfique pour analyser la corrélation entre deux variables catégorielles, permettant ainsi d'explorer la possibilité de corrélation entre différentes variables au sein de la population immigrée. En cas d'indépendance des variables, les comportements ou tendances observés ne sont pas très différents de ceux attendus au hasard.

Les fréquences observées sont comparées à celles attendues sous l'hypothèse d'indépendance complète des variables, ce qui entraîne une mesure de l'écart qui, par dépassement d'un seuil significatif, remet en question cette hypothèse. La valeur du nombre de degrés de liberté, nécessaire à cette analyse, est  $(p - 1)(q - 1)$ , où  $p$  et  $q$  sont le nombre de catégories pour chaque variable. Par la suite, on compare la valeur de  $\chi^2$  obtenue à une valeur critique de la table de distribution du  $\chi^2$ , qui établit le seuil au-delà duquel l'hypothèse d'indépendance serait rejetée avec une probabilité positive.

Cette méthode offre une approche solide et fiable pour étudier les liens entre deux variables catégorielles, fournissant un cadre méthodologique solide pour évaluer l'indépendance des variables et permettant de tirer des conclusions valides et pertinentes sur les dynamiques de la population étudiée.

**Hypothèse H0** (hypothèse nulle) : Les variables sont indépendantes ( $\chi^2 = 0$ ), ce qui entraîne le rejet de l'hypothèse alternative (H1).

**Hypothèse H1** (hypothèse alternative) : Les variables sont dépendantes ( $\chi^2 \neq 0$ ), ce qui entraîne le rejet de H0.

D'après nos résultats, il y a une corrélation importante entre la variable « dépenses » et la « durée de séjour ». L'hypothèse H1 est validée avec un  $\chi^2$  de 23,35,



dépassant le seuil critique de 21,02 pour un niveau de confiance de 95%. Selon cette corrélation évidente, il est possible que la résidence prolongée ait un impact positif sur les habitudes de dépense, ce qui peut être attribué à l'amélioration des opportunités professionnelles et à l'assimilation culturelle progressif. Cette analyse met en évidence l'importance de la durée de résidence en tant que facteur qui influence les comportements économiques des immigrants, ce qui encourage des études plus approfondies afin de mieux appréhender les conséquences socio-économiques pour les communautés d'accueil.

La relation entre les variables « dépense » et « salaire » a également été testée, avec un résultat de  $\chi^2 = 56$ , qui est supérieur à 21,02.

Donc, l'hypothèse alternative (H1) est acceptée avec un niveau de confiance de 95%. L'existence d'un lien fort entre ces deux variables est confirmée par les résultats, qui montrent une corrélation significative à ce niveau de confiance. Les individus ayant des revenus supérieurs dépensent une part relativement moindre de leur revenu, tandis que ceux ayant des revenus inférieurs consacrent une part plus importante de leurs ressources à la consommation.

Avec l'augmentation du revenu, la propension marginale à consommer (PMC) tend à baisser. Cela s'explique par le fait que, avec l'augmentation des revenus, les besoins fondamentaux des personnes sont souvent satisfaits, ce qui entraîne une tendance plus prononcée à l'épargne. Aussi, les personnes à revenus élevés ont-elles souvent plus de choix d'investissement, ce qui les pousse à préférer l'épargne à la dépense immédiate. Toutefois, il convient de souligner que ces observations, qui relèvent de la macroéconomie, traduisent des tendances générales et ne sont pas forcément représentatives des subtilités culturelles, sociologiques ou individuelles qui peuvent avoir un impact sur les habitudes de consommation. Notre analyse confirme les théories économiques établies en mettant en évidence la corrélation entre le revenu et les dépenses, mettant en évidence l'importance d'inclure les fluctuations du revenu dans l'analyse des comportements de consommation.

Le test d'indépendance du Chi-deux a été utilisé pour analyser la relation entre les variables « logement » et « durée de résidence ». Le résultat,  $\chi^2 = 42,2$ , dépasse la valeur critique de 15,50, ce qui nous conduit à accepter l'hypothèse alternative (H1) avec un niveau de confiance de 95%.

Nous avons mis en évidence une forte corrélation entre le type de logement et la durée de séjour des immigrants. Il semble que la qualité du logement soit fortement influencée par la durée de résidence. L'amélioration de la situation de logement est plus fréquente chez les personnes établies plus longtemps, ce qui peut être expliqué par l'accumulation de ressources, le développement des réseaux sociaux et une meilleure compréhension des aides disponibles. En raison des problèmes d'accès à un logement stable, certains immigrants décident d'occuper illégalement des terres. Même si cela peut apparaître comme une solution provisoire à leur situation précaire, cela souligne les problèmes structurels du logement auxquels

le territoire, y compris ces populations, est confronté. L'occupation irrégulière, même si elle est une stratégie de survie, met en évidence leur désir de stabilité et d'intégration dans la communauté accueillante.

#### 4. Analyse des résultats

Malgré l'existence d'une corrélation significative entre les dépenses et la durée de résidence, le test du chi-carré ne démontre pas la causalité. D'autres éléments non quantifiables, comme la variation des revenus ou les modifications de la structure familiale, pourraient aussi avoir un impact sur les habitudes de dépenses. En outre, l'étude ne prend pas en considération les disparités culturelles ou individuelles qui peuvent influencer les comportements de dépenses. Les immigrants issus de diverses régions peuvent présenter une grande diversité dans leurs habitudes de consommation.

Notre étude s'est focalisée sur la part du revenu dépensé, sans prendre en compte les niveaux de dépenses absolus. Les personnes à revenus élevés ont la possibilité de dépenser davantage en termes absolus, même si leur part de revenu est relativement plus faible pour les dépenses. On parle de la tendance à épargner et à investir chez les personnes à hauts revenus, mais l'analyse pourrait être enrichie par une analyse plus approfondie des types d'investissements et des raisons derrière ces décisions.

Selon l'analyse, l'amélioration du logement peut être expliquée par l'accumulation de ressources et de réseaux sociaux. Cependant, une analyse des politiques publiques locales et des aides au logement pourrait être ajoutée pour faciliter cet accès. On parle d'occupation illégale de terres comme d'une stratégie de survie. Il ressort de cette observation des problèmes structurels, mais il serait utile d'approfondir l'analyse des conséquences à long terme de ces pratiques sur l'intégration sociale et économique des immigrants. La taille de l'échantillon est abordée dans notre analyse, mais pas sa représentativité par rapport à l'ensemble de la population immigrée. La généralisation des résultats peut être influencée par des biais d'échantillonnage.

La présentation de nos résultats est essentiellement basée sur une perspective statistique, sans prendre en compte le contexte socio-économique global dans lequel ces immigrants vivent. Il est également possible que des éléments macro-économiques, des politiques d'immigration et des dynamiques du marché du travail jouent un rôle essentiel. Malgré la pertinence et l'application pratique des conclusions, des recommandations politiques spécifiques basées sur ces résultats pourraient renforcer la pertinence et l'opportunité des résultats.

Les résultats mettent en évidence les liens importants entre différentes caractéristiques économiques et sociales chez les immigrants. Toutefois, il convient de

souligner que la corrélation n'est pas synonyme de causalité. Il est essentiel de mener des analyses plus approfondies et contextuelles afin de saisir pleinement les dynamiques en jeu et de proposer des recommandations politiques appropriées pour améliorer les conditions de vie et l'intégration des immigrants.

## Conclusion

Le phénomène de l'immigration en Guyane est complexe, caractérisé par une histoire riche et une diversité démographique importante. Depuis les premiers colons et esclaves africains jusqu'aux immigrants récents, les différentes vagues migratoires ont influencé la structure socio-économique et culturelle de ce territoire. Le rôle de l'immigration dans le dynamisme démographique de la Guyane demeure essentiel, mais elle représente également des défis majeurs, notamment en ce qui concerne l'accès aux infrastructures de base, l'intégration professionnelle et les conditions de logement.

Les services publics essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures sont fortement impactés par l'immigration. Les problèmes de logement se renforcent avec la densité démographique élevée du littoral guyanais, où 30% des foyers vivent dans des conditions de surpeuplement. L'intégration sur le marché du travail est difficile pour les immigrés récents, avec un taux de chômage élevé (environ 26%) et une plus grande présence dans la catégorie des inactifs. Les diplômes étrangers non reconnus et les compétences ne correspondant pas aux exigences locales rendent leur insertion professionnelle plus difficile. Il est plus probable que les immigrés vivent dans des logements précaires ou de fortune, avec des conditions de vie souvent difficiles. Parmi les immigrés, une grande partie vit dans des familles monoparentales ou en cohabitation, mettant en évidence des problèmes structurels dans leurs conditions de logement.

La situation des demandeurs d'asile en Guyane ajoute une couche supplémentaire de complexité. En 2022, la Guyane représentait 75,4% des demandes d'asile dans les départements français d'Amérique, mettant à rude épreuve les capacités des services publics locaux. Les demandeurs d'asile font face à des conditions de vie précaires et à des délais de traitement longs, exacerbant leur vulnérabilité. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) jouent un rôle crucial, mais ils sont confrontés à des difficultés de moyens et à une augmentation constante des demandes.

Malgré ces défis, les services de l'État s'efforcent de répondre aux besoins des demandeurs d'asile et des immigrés, souvent avec des ressources limitées. Des efforts sont déployés pour améliorer l'accès aux services sociaux, offrir un soutien juridique, et garantir des conditions de vie dignes. Cependant, les capacités

d'accueil et les infrastructures doivent être renforcées pour répondre efficacement à la demande croissante.

Afin de relever ces défis, il est conseillé d'élaborer des stratégies spécifiques visant à reconnaître les qualifications étrangères et à améliorer les possibilités de formation. Le renforcement des infrastructures et des services publics est également indispensable afin de faire face aux besoins grandissants liés à l'immigration. Il est favorable de mettre en place des programmes de logements sociaux afin de proposer des solutions de logement dignes et accessibles, ainsi que de régulariser les situations de logements informels et d'améliorer les conditions de vie dans ces zones. Il est également essentiel d'augmenter les aides économiques pour les immigrants, en particulier en ce qui concerne la protection sociale et l'accès à l'emploi, et de favoriser l'intégration économique par le biais de programmes de mentorat et de soutien à l'entrepreneuriat.

Afin de tirer le meilleur parti de l'immigration en Guyane, il est essentiel de mettre en place une approche intégrée et distinctive, en prenant en considération les particularités locales et les réalités du marché du travail. Une politique migratoire bien élaborée peut convertir les difficultés en opportunités économiques et sociales, tout en encourageant une intégration harmonieuse et durable des nouvelles personnes.

L'immigration suscite à la fois une dynamique démographique et des difficultés socio-économiques en Guyane. Il est nécessaire d'avoir une gestion des flux migratoires efficace et humaine, en même temps que des politiques d'intégration adaptées, afin d'améliorer les conditions de vie des immigrés et de renforcer la cohésion sociale. L'histoire de l'arrivée des Hmong, qui ont réussi à surmonter les difficultés pour apporter une contribution positive à l'économie locale, constitue un exemple éclairant. En prenant des enseignements des expériences antérieures et en ajustant les stratégies à venir, la Guyane peut non seulement accueillir avec dignité les nouveaux arrivants, mais également mettre en valeur leur potentiel pour un développement harmonieux et inclusif.

## References

- Adsera, A., & Ferrer, A. (2016). Occupational skills and labour market progression of married immigrant women in Canada. *Labour Economics*, 39, 88–98. <https://doi.org/10.1016/j.labeco.2016.02.003>
- Aladjji, M. (2022). *Migration, efficacité des structures et déséquilibre de développement en Guyane*. aEconomies et finances. Université de Guyane.
- Aladjji, M. (2023). Development delays, illegal immigration and the informal sector in French Guiana. *Annals of Reviews & Research*, 7(5).

- Bechet, C. (2012). *L'immigration latino-américaine en Guyane: De la départementalisation (1946) à nos jours*. Histoire. Université Michel de Montaigne.
- Blos, M., Fischer, P., & Straubhaar, T. (1997). The impact of migration policy on the labour market performance of migrants: A comparative case study. *New Community*, 23(4), 511–535.
- Castles, S. (2004). *Understanding global migration: A social transformation perspective*. Conference on Theories of Migration and Social Change.
- St Anne's College, Chetail, V., & Ruiz, C. (2014). Migration policies, participation and the political construction of migration in Spain. *Population and Development Review*, 40(3), 267–292.
- Cholewinski, R. (2005). The need for effective individual legal protection in immigration matters. *European Journal of Migration and Law*, 7, 237–262.
- De Haas, H. (2010). Migration and development: A theoretical perspective. *International Migration Review*, 44, 227–264.
- Defreitas, G. (1988). Economic effects of recent immigration on American workers. *Migration World Magazine*, 16(1), 7–15.
- Freedman, J. (2009). Mobilising against detention and deportation: Collective actions against the detention and deportation of 'failed' asylum seekers in France. *French Politics*, 7, 342–358.
- Green, A. G., & Green, D. A. (1995). Canadian immigration policy: The effectiveness of the point system and other instruments. *The Canadian Journal of Economics*, 28(4b), 1006–1041.
- Hidair, I. (2008). L'immigration étrangère en Guyane: Entre stigmatisation et stratégie de récupération. *Revue Asylon(s)*, 4.
- INSEE. (2013). *Recensement 2013: Résultats sur un territoire, bases de données et fichiers détail*. <https://www.insee.fr/fr/information/2409289>
- INSEE. (2020). *Les résultats des recensements de la population*. L'Insee et la Statistique publique.
- INSEE & DEAL. (2014). *Accès restreint aux infrastructures de base et surpeuplement en Guyane*. Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement. [https://www.guyane.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport\\_activite\\_2014\\_de\\_la\\_DEAL\\_Guyane.pdf](https://www.guyane.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_activite_2014_de_la_DEAL_Guyane.pdf)
- Jolivet, A. (2014). *Migrations, santé et soins en Guyane*. Médecine humaine et pathologie. Université Pierre et Marie Curie.
- Kalter, F., & Kogan, I. (2014). Migrant networks and labor market integration of immigrants from the former Soviet Union in Germany. *Social Forces*, 92, 1435–1456.
- Mam Lam Fouck, S. (2002). *Histoire générale de la Guyane française: Des débuts de la colonisation à la fin du XXe siècle*. Ibis Rouge Éditions.
- Mam Lam Fouck, S. (2015). *Les Amérindiens de Guyane: De la préhistoire au XXIe siècle*. Karthala Éditions.
- Moomou, J. (2013). *Sociétés marrones des Amériques: Mémoires, patrimoines, identité et histoire du XVIIe au XXe siècles*. Éditions Ibis Rouge.
- Piantoni, F. (2009). The socio-economic impact of immigration policies on the Hmong community in French Guiana. *Library Trends*, 53(2), 301–328.

- 
- Raijman, R., & Semyonov, M. (1995). Modes of labor market incorporation and occupational cost among new immigrants to Israel. *International Migration Review*, 29, 375–394.
- Sabel, R. (2012). *The 1951 Convention relating to the status of refugees and its 1967 Protocol: A commentary*. Oxford University Press.
- Salaün, P. (1999). Le système de production agricole hmong à Saül (Guyane française): Modalités de pérennisation. *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée*, 41(2), 251–279.
- Thum, A. E. (2014). *Labor market integration of German immigrants and their children: Does personality matter?* European University Institute.
- Verhaege-Gatine, N. (2001). Passé le pont, vous êtes au Laos: Les Hmong en Guyane. *Hommes et Migrations*, 1234, 72–75.

**Alain REDSLOB**

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)  
Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

**Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI**

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

**Dr Claudio RUFF ESCOBAR**

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61<sup>e</sup> Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser via le système électronique <https://journals.ue.poznan.pl/rielf/user/register>

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <https://journals.ue.poznan.pl/rielf> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

